Les soignants en tête d'une journée d'action du service public

La Nouvelle République 07/03/2017 17:44

Las de "faire toujours plus avec moins": infirmiers, aides-soignants ou encore assistantes sociales ont manifesté mardi dans toute la France pour dénoncer leurs conditions de travail, rejoints par d'autres représentants des services publics.

Ils étaient entre 10.000 et 12.000 à Paris, selon la police, 35.000 selon FO services publics et santé et "au moins 30.000", selon la CGT de la fonction publique, qui annonçait 1.500 manifestants à Marseille. A Lyon, ils étaient plusieurs centaines, environ 300 à Grenoble, près de 450 à Dijon, 600 à Perpignan selon la police, 800 à 1.000 selon les syndicats.

Parti en début d'après-midi de la place Denfert-Rochereau (14e) dans une ambiance bon enfant, le cortège parisien est arrivé vers 15H00 sans incident aux Invalides, ont constaté des journalistes de l'AFP. Selon SUD Santé sociaux, quelque 200 manifestants se sont réunis en fin d'après-midi devant l'hôpital Cochin, après avoir appris le suicide dans la matinée d'une infirmière affectée au département de l'information médicale.

Les manifestants, parmi lesquels le candidat à la présidentielle Jean-Luc Mélenchon, répondaient à l'appel d'une intersyndicale FO-CGT-SUD et de 16 syndicats et associations d'infirmiers salariés et libéraux.

"La santé ce n'est pas une dépense, c'est un service public", a déclaré à l'AFP le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez.

"Manque de personnel et de moyens", "épuisement professionnel", course "à la rentabilité", perte de sens: les maux dénoncés sont nombreux. "On nous demande de faire toujours plus avec moins d'effectifs", raconte Julie Edeline, aide-soignante à Rouen qui a fait le déplacement à Paris, où les manifestants criaient: "Le million de Fillon pour l'hôpital".

"Nous sommes là pour défendre le service public, dénoncer les restrictions mises en oeuvre par le futur ex-président et sa sous-fifre Marisol Touraine", explique de son côté Bertrand Perrais, infirmier anesthésiste du CHU de Grenoble.

L'intersyndicale réclame "l'abandon" des groupements hospitaliers de territoire (GHT), du plan triennal d'économies de "3,5 milliards" d'euros ou encore "l'arrêt des fermetures de lits". Elle fustige également la remise en cause des 35 heures.

'Dégradation du service public'

Les fédérations de fonctionnaires, notamment CGT, FO, FA-FPT (Autonomes), FSU avaient appelé les agents à rejoindre le mouvement afin de dénoncer aussi la réforme territoriale et les conséquences des fusions: "mobilités forcées" et "dégradation" du service public.

Des rassemblements étaient également prévus dans une quarantaine de villes en France. A Nice, où la moitié des crèches sont restées fermées, de même qu'une trentaine de cantines scolaires, entre 400 et 500 personnes ont manifesté. A Rennes, ils étaient quelques centaines également, 1.200 à Toulouse, selon la police, 4.000 selon les organisateurs.

Face à la colère du secteur de la santé et après le suicide d'au moins cinq infirmiers l'été dernier, la ministre de la Santé, Marisol Touraine, avait dévoilé en décembre un plan pour l'amélioration de la qualité de vie au travail des hospitaliers.

Cette journée d'action coïncide avec une grève à Air France lancée par plusieurs syndicats au sol afin de peser sur les négociations salariales, suivie par 6% des salariés (tous personnels confondus), selon la direction. La négociation sur les salaires a débuté dans un climat tendu, plusieurs centaines de manifestants réclamant "leur part du gâteau".

Le programme de vols était, comme pour les autres compagnies, uniquement affecté par la grève lancée pour toute la semaine par le troisième syndicat de contrôleurs aériens, l'Unsa. Motif: la réorganisation de leur temps de travail.

Selon la Direction générale de l'aviation civile (DGAC), 27,5% des vols traversant le sud et l'ouest du pays ont été préventivement annulés mardi (7% de la totalité des vols) et des retards de 30 à 60 minutes ont été observés en matinée à Bordeaux, Toulouse, Nantes, Marseille et Lyon.

Les salariés de l'énergie étaient eux aussi mobilisés pour "la revalorisation des salaires" et contre "la casse des industries électriques et gazières", qui regroupent 150.000 salariés. 21,39% de grévistes ont été recensés par EDF et 16,96% par le gestionnaire du réseau de transport d'électricité RTE.

Par Bertille OSSEY-WOISARD, Estelle EMONET© 2017 AFP